

ÉCONOMIE • ÉCONOMIE FRANÇAISE

La chute de la productivité en France, un mystère et des conséquences

La productivité horaire a chuté de 3,6 % en trois ans. Un recul partiellement inexpliqué, qui menace la croissance future et le financement des retraites.

Par Béatrice Madeline

Publié le 13 avril 2023 à 20h00, modifié le 14 avril 2023 à 09h18 • Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés



Un ouvrier travaille sur le chantier de la future station de métro Arcueil-Cachan de la ligne 15 dans le cadre du projet Grand Paris Express, à Cachan (Val-de-Marne), le 23 juillet 2020. LUDOVIC MARIN / AFP

Parmi les séquelles qu'aura laissées la crise du Covid-19 sur l'économie française, la chute de la productivité est sans doute l'une des moins débattues, mais l'une des plus lourdes de conséquences. En trois ans, entre fin 2019 et fin 2022, la productivité horaire – autrement dit, la richesse produite en l'espace d'une heure de travail – a chuté de 3,6 %. La productivité par tête, c'est-à-dire la richesse produite par l'économie ramenée au nombre de personnes en emploi, a baissé dans les mêmes proportions, de 3,4 %.

« *Ce mystère des pertes de productivité* », pour reprendre les mots d'Eric Heyer, directeur du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) jeudi 13 avril, constitue une véritable rupture : sur la décennie 2000-2010, la productivité augmentait en France de 0,85 % par an en moyenne, avec une parenthèse lors de la crise de 2008-2009. Si cette

tendance s'était poursuivie jusqu'en 2022, la productivité aurait donc progressé de 2,5 % environ depuis 2019. « *L'économie a donc quasiment perdu 6 points de productivité en trois ans* », résume Mathieu Plane, directeur adjoint du département analyse et prévisions de l'OFCE.

Lire aussi : [Patrick Artus : « La poursuite du recul en matière de productivité du travail aurait des conséquences catastrophiques »](#)

C'est un mauvais signal pour l'avenir, car, rappelle l'économiste, « *ce sont les gains de productivité qui permettent d'avoir de la croissance et d'améliorer le niveau de vie* ». « *Si la baisse de la productivité est durable, cela induit moins de croissance, moins de revenus notamment au sein de l'entreprise, et donc moins de salaires à redistribuer* », ajoute Vladimir Passeron, responsable du département de l'emploi et des revenus d'activité à l'Insee. Difficile en effet pour une entreprise d'augmenter les rémunérations réelles – à partage de la valeur inchangé entre salariés et actionnaires –, si elle ne produit pas davantage. La chute de la productivité dans l'Hexagone est d'ailleurs l'un des éléments qui expliquent pourquoi les salaires y évoluent moins vite, en termes réels, qu'aux Etats-Unis, par exemple.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Mais les conséquences sont bien plus larges encore : la productivité est « *une donnée déterminante pour l'équilibre financier du régime des retraites* », puisque le financement des pensions est assuré par des cotisations assises sur les salaires, rappelle Mathieu Plane. Or, aujourd'hui, les scénarios du COR (Conseil d'orientation des retraites) sont fondés sur l'hypothèse d'une hausse de la productivité de 1 % par an. On en est loin.

Causes mal identifiées

Mais comment redresser la barre ? La question est d'autant plus complexe que les causes du phénomène sont mal identifiées. « *On arrive à expliquer 70 % du mystère* », indique Eric Heyer. La principale raison invoquée est que l'économie française a créé, depuis la crise due au Covid-19, des emplois à un rythme supérieur à la production : l'emploi salarié marchand a augmenté de 4,6 % entre fin 2019 et fin 2022, alors que la valeur ajoutée n'augmentait que de 1,2 %. « *Les réponses budgétaires à la crise ont permis aux entreprises d'embaucher massivement* », note M. Plane. Certains secteurs sont particulièrement concernés : la restauration, le commerce, le BTP, les services aux ménages ou les activités récréatives.

L'essor important de l'apprentissage a contribué fortement à ce mouvement, puisque, par nature, les apprentis sont moins productifs que des salariés expérimentés. Selon les calculs de l'Insee, l'apprentissage explique à peu près la moitié de la perte de productivité sur la période étudiée. Mais il faut aussi citer le chômage partiel, qui concerne encore environ 100 000 salariés en France, selon l'OFCE. L'arrêt de certaines usines particulièrement énergivores ou celui des centrales nucléaires pèse donc sur la productivité. Par ailleurs, rappelle M. Passeron, certaines industries, comme l'automobile, ne sont toujours pas revenues à leur niveau de production d'avant-crise, sans avoir pour autant réduit leurs effectifs.

Lire aussi : [Alternance ou productivité, faut-il choisir pour les entreprises ?](#)

Ces phénomènes sont destinés, à court ou moyen terme, à prendre fin, laissant place à un possible rattrapage. L'apprentissage va automatiquement diminuer sous l'effet de la réduction de la prime

exceptionnelle, le chômage partiel devrait décroître avec le retour de l'énergie à des prix plus acceptables, et le marché du travail va se contracter nettement sous l'effet du ralentissement de la croissance. « *Nous anticipons un ajustement de l'emploi et un retour, fin 2024, de la productivité horaire et apparente du travail à son niveau de 2019* », indique l'Observatoire, dans ses prévisions publiées jeudi 13 avril. Paradoxalement, les défaillances d'entreprises, si elles devaient s'accélérer, pourraient avoir un effet positif sur la productivité, mais au prix de destructions d'emplois élevées.

Lire aussi : [« L'économie française ne dispose pas des compétences nécessaires à l'accroissement de sa productivité »](#)

Tout cela ne donne pas toutes les clés du « mystère », ces causes encore mal identifiées du recul de la productivité en France. Elles peuvent être liées au télétravail, au délai de transmission des innovations dans les entreprises, au niveau d'éducation et de qualification de la population, au développement des emplois de service peu qualifiés dans l'économie... Des phénomènes qui ne touchent pas que la France. « *Les gains de productivité ralentissent de manière tendancielle partout dans le monde* », rappelle Mathieu Plane. Sans compter que le mystère va s'épaissir, puisqu'on ignore quel sera l'impact de la transition écologique sur cette donnée majeure de l'économie.

Inflation élevée et hausse du chômage au menu de 2023

Moins optimiste que d'autres instituts économiques, qui attendent une amélioration pour le second semestre de l'année, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) estime que les prix ne reflueront pas de manière significative en France avant 2024. Toujours « *tirée par les prix de l'alimentaire* », l'inflation devrait osciller entre 5,5 % et 6,5 %, jusqu'à la fin de cette année, tandis que l'activité sera toujours peu dynamique, aux alentours de 0,8 % de croissance. L'inflation « *commencerait à se dégonfler* » l'an prochain, pour tomber aux alentours de 3 % fin 2024. En conséquence, le pouvoir d'achat des ménages devrait baisser de 1,2 % entre 2022 et 2024, estime l'OFCE. Le chômage, lui, va opérer un « *retournement* » : tombé à 7,2 %, il devrait remonter à 7,4 % fin 2023 et 7,9 % fin 2024, l'OFCE s'attendant à « *100 000 destructions d'emplois sur deux ans* ».

Béatrice Madeline